

De toegangsmogelijkheden tot de opleiding "7de BB Medisch-sociaal beambte S-O" worden op 1 september 2012 aangevuld met de volgende gegroepde basisoptie van de derde graad :

7e BB Medisch-sociaal beambte S-O	6 TK Handelstechnicus
-----------------------------------	-----------------------

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2013, met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft op 1 september 2012.

**Art. 5.** De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 november 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2014/29023]

### 7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 43, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié par le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire;

Vu les propositions du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire du 20 juin 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2013;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 28 août 2013;

Vu l'avis n° 54.144/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 octobre 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, les mots « dans les annexes II et IIbis » remplacent les mots « en annexe II ».

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 7bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 précité, le paragraphe suivant est inséré avant l'alinéa 1° :

« § 1<sup>er</sup>. L'annexe IIbis reprend les options de base groupées du 3<sup>e</sup> degré des enseignements technique de qualification et professionnel adoptées conformément à la procédure prévue à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

§ 2. Les mots « § 2. » sont insérés avant les mots « - L'annexe IIIbis comporte : ».

§ 3. Après les mots « - une table de transformation d'options de base groupées dans l'enseignement de transition » est ajouté un quatrième tiret, rédigé comme suit :

« - une table de transformations d'options de base groupées initialement adoptées conformément à la procédure prévue au chapitre III du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire et désormais adoptées conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 précité ».

**Art. 3.** L'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 précité est modifiée comme suit :

Secteur 2. Industrie 3<sup>e</sup> degré TQ/P

Les mots « D3 TQ Technicien/Technicienne de l'automobile » et « D3 P Mécanicien/Mécanicienne automobile » sont supprimés.

Secteur 8. Services aux personnes 3<sup>e</sup> degré TQ/P

Les mots « D3 TQ Esthéticien/Esthéticienne » et « D3 P Coiffeur/Coiffeuse » sont supprimés.

**Art. 4.** L'annexe IIIbis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 précité est remplacée par l'annexe 2.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2013, sauf en ce qui concerne l'article 2 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**Art. 6.** La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

**Annexe 1<sup>re</sup> à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993  
fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire**

**Annexe IIbis**

**Options de base groupées du 3<sup>e</sup> degré des enseignements technique de qualification et professionnel adoptées conformément à la procédure prévue à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre**

<b>Secteur 2. Industrie</b>	
<b>Technique</b>	<b>Professionnel</b>
D3 TQ Mécanicien polyvalent/Mécanicienne polyvalente automobile	D3 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien automobile

  

<b>Secteur 8. Services aux personnes</b>	
<b>Technique</b>	<b>Professionnel</b>
D3 TQ Esthéticien/Esthéticienne	D3 P Coiffeur/Coiffeuse

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 novembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

Bruxelles, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

**Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire**

**Annexe IIIbis**

**Table de transformation d'une 7<sup>e</sup> complémentaire en une 7<sup>e</sup> qualifiante**

Au 1<sup>er</sup> septembre 2009 :

2	7PB Carrossier spécialisé/Carrossière spécialisée L	←	7 PB Complément en techniques spécialisées de carrosserie L
3	7PB Menuisier/Menuisière en PVC et ALU S-O	←	7 PB Complément en menuiserie industrielle : bois-PVC-aluminium S-O
3	7 PB Ouvrier/Ouvrière en rénovation, restauration et conservation du bâtiment S-O	←	7 PB Complément en rénovation et restauration du bâtiment S-O
9	7 TQ Opticien/Opticienne L	←	7 T Complément en techniques spécialisées d'optique – lunetterie L

**Table de transformation d'options de base groupées liées à l'adoption de nouveaux profils de formation**

Au 1<sup>er</sup> septembre 2009 :

4	D3 P Cuisinier/Cuisinière de collectivité	←	D3 P Equipier polyvalent/Equipière polyvalente en restauration
8	D3 P Aide familial/Aide familiale	←	D3 P Auxiliaire familial/Auxiliaire familiale et sanitaire
4	7 PB Chef de cuisine de collectivité S-O	←	7 PB Cuisinier/Cuisinière de collectivités S-O

Au 1<sup>er</sup> septembre 2010 :

2	D3 P Mécanicien/Mécanicienne automobile	←	D3 P Mécanicien/Mécanicienne garagiste
---	---	---	--

Au 1<sup>er</sup> septembre 2011 :

2	D3 P Electricien installateur en résidentiel/Electricienne installatrice en résidentiel	←	D3 P Electricien installateur-monteur/Electricienne installatrice-monteuse
2	D3 P Electricien installateur industriel/Electricienne installatrice industrielle	←	D3 P Electricien installateur-monteur/Electricienne installatrice-monteuse

**Table de transformation d'options de base groupées dans l'enseignement de transition**

Au 1<sup>er</sup> septembre 2012 :

2	D3 TTR Informatique	←	Science informatique (ou Sciences informatiques)
---	---------------------	---	--

**Table de transformations d'options de base groupées initialement adoptées conformément à la procédure prévue au chapitre III du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire et désormais adoptées conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre**

Au 1<sup>er</sup> septembre 2013 :

2	D3 P Mécanicien/Mécanicienne d'entretien automobile	SFMQ	←	D3 P Mécanicien/Mécanicienne automobile	CCPQ
2	D3 TQ Mécanicien polyvalent/Mécanicienne polyvalente automobile	SFMQ	←	D3 TQ Technicien/Technicienne automobile	CCPQ
8	D3 TQ Esthéticien/Esthéticienne	SFMQ	←	D3 TQ Esthéticien/Esthéticienne	CCPQ
8	D3 P Coiffeur/Coiffeuse	SFMQ	←	D3 P Coiffeur/Coiffeuse	CCPQ

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 novembre 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

Bruxelles, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29023]

**7 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 43, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs;

Gelet op de voorstellen van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs van 20 juni 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering, afgesloten op 28 augustus 2013;

Gelet op het advies nr. 54.144/2 van de Raad van State, gegeven op 14 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs, vervangen de woorden « in de bijlage II en *Ilbis* » de woorden « in bijlage II ».

**Art. 2.** § 1. In artikel *7bis*, eerste lid, van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993, wordt de volgende paragraaf ingevoegd vóór het eerste lid :

« § 1. De bijlage *Ilbis* vermeldt de gegroepeerde basisopties van de 3e graad van het kwalificatie-technisch onderwijs en het beroepsonderwijs die goedgekeurd worden overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. ».

§ 2. De woorden « § 2. » worden ingevoegd vóór de woorden « - De bijlage *IIIbis* bestaat uit : ».

§ 3. Na de woorden « - een tabel voor de omzetting van gegroepeerde basisopties in het doorstromingsonderwijs » wordt een vierde streepje toegevoegd, luidend als volgt :

« - een tabel voor de omzetting van gegroepeerde basisopties die oorspronkelijk goedgekeurd worden overeenkomstig de procedure voorzien in hoofdstuk III van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs en die voortaan goedgekeurd worden overeenkomstig artikel 39 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 ».

**Art. 3.** De bijlage II van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 wordt gewijzigd als volgt :

Sector 2. Industrie 3e graad KT/B

De woorden « D3 KT Autotechnicus » en « D3 B Automecanicieni » worden geschrapt.

Sector 8. Diensten aan personen 3e graad KT/B

De woorden « D3 KT schoonheidsspecialist(e) » en « D3 B Kapper/Kapster » worden geschrapt.

**Art. 4.** De bijlage *IIIbis* van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 wordt vervangen door de bijlage 2.

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2013, behalve wat betreft artikel 2 dat op 1 september 2014 in werking treedt.

**Art. 6.** De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 november 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2014/29024]

### 7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant financement de la formation continuée dans l'Enseignement supérieur (Hautes Ecoles) en 2013

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2013 – division organique 55, programme d'activité 81, allocation de base 40.01 « Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes »;

Vu le décret du 17 juillet 2013 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les Universités, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 20 avril 2007 fixant les règles de financement spécifiques des formations continuées dispensées par les établissements d'enseignement supérieur;

Vu l'avis n° 108 du Conseil général des Hautes Ecoles du 23 mai 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 octobre 2013;